

L'Allemagne et nous

Avant 1914 l'Europe était un guépier de première classe. Depuis 1914 et 1918 les abeilles américaines sont venues prendre part aux amusements et ce n'est pas cela qui améliore notre situation. Par exemple, on voit fort bien les nouvelles accélérations que la Conférence de Washington fournit à la guerre, on découvre mal les garanties de paix qu'elle apporte.

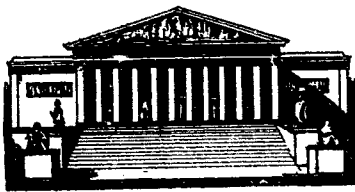
Qu'avons-nous gagné à expédier là-bas M. Briand ? D'une voix solennelle il a déclaré que la France avait besoin de son armée. Il aurait aussi bien pu le dire sans changer de place. Par ailleurs il a excité contre nous, probablement par ses intempérances de langage, les Italiens, qui ne demandent que cela. Bref, on ne voit nullement en quoi nos affaires se sont améliorées vis-à-vis de l'Allemagne. On aperçoit même comment elles ont légèrement empiré, l'Angleterre prenant prétexte de notre attitude pro-américaine pour tâcher de resserrer ses amours avec Berlin. Par contre le mauvais état des rapports franco-italiens est devenu évident depuis certains propos de notre diplomate improvisé.

Ce qui frappe dans les hommes d'affaires, c'est la technicité de leur conversation. Pas d'idées générales. Pas d'imagination. Pas de fioritures. Mais des faits, mais des arguments. Leur entretien est sans bavures et n'a qu'un aspect. Une fois terminé, il ne revient pas insidieusement sous une forme nouvelle et inattendue, hors séance.

Les journalistes, qui sont plus ou moins des intellectuels, amoureux de considérations, de nuances, d'idées, de points de vue, jaloux de montrer leur esprit, sont aussi loin que possible de cette manière de traiter les choses, par tranches nettes et sans contamination. Ils mêlent les genres et ne savent pas s'arrêter. Ce fut en tout cas le défaut de M. Briand. A Washington il a beaucoup trop parlé, pour ne rien dire. Un diplomate de carrière se fût tenu tranquille. Il eût parlé chiffres et, en dehors des chiffres, eût gardé le silence. M. Briand n'a pas cessé d'entasser les potins sur les confidences, les boutades sur les coq-à-l'âne. Qui nous délivrera des quinze cent mille bavards qui énervent la France ? Revenons-en vite, en diplomatie, aux diplomates.

Eux seuls peuvent améliorer sérieusement une situation qui s'est périlleusement développée en dehors d'eux. Ne croyons pas, surtout, qu'on se tirera du mauvais pas où l'on est en exagérant le caractère public de la discussion, en l'exagérant surtout de son mauvais côté.

Je veux faire allusion ici aux tentatives de rapprochement franco-allemands entre intellectuels. Notre haut-commissaire en Rhénanie, M. Tirard, a l'air de s'intéresser à cette entreprise. Peut-être a-t-il raison, peut-être a-t-il tort. Regardons. Pour commencer liquidons un vieux grief. On accuse communément M. Ti-



LA POLITIQUE

lard de faire en Rhénanie une politique protestante, ce qui est un non-sens dans ce pays où nous rattache surtout le catholicisme. M. Tirard, il est vrai, pourrait nous répondre, qu'à ce compte-là le premier non-sens fut de nommer un protestant au poste qu'il occupe, et nous tomberions parfaitement d'accord avec lui.

Ce qui est aussi grave, c'est la tentative, qui s'ébauche, de nouer des conversations entre intellectuels non-représentatifs des deux pays. Je dis cela surtout pour la France. Je ne crois pas que M. Tirard ait une grande expérience des milieux littéraires français; autrement — s'il est vrai qu'il encourage le dialogue Gide-Curtius — il saurait que l'auteur de *l'Immoraliste*, qui connut son moment de vogue, n'a aucunement qualité pour engager qui que ce soit des intellectuels français. Causer avec M. Gide, c'est proprement causer avec le vide, car M. André Gide, en tant qu'autorité sociale, est exactement égal à zéro. S'il n'était qu'égal à zéro !

Oh ! le mal n'est pas encore irréparable. En quoi consiste-t-il ? On a vu M. Robert Curtius, dans un article complaisamment reproduit par l'organe officiel — et dispendieux ! — de M. Tirard (la *Revue Rhénane* bat tous les records du monde en fait d'impuissance et de prix de revient ; personne ne la lit de ceux pour qui elle est faite, ce qui ne l'empêche pas de nous coûter les yeux de la tête, car c'est à nos frais qu'elle se publie), on a vu, dis-je, M. Robert Curtius s'adresser aux intellectuels français pour leur déclarer : « Attention ! L'opinion allemande est lasse de vos dédains. Si vous ne nous montrez pas un visage plus sympathique, nous allons réserver à l'Orient, aux Russes, aux Indous, les trésors de notre attention. Ce que je déplore, moi Curtius, qui suis un romaniste, mais ce que je prévois. »

Sur quoi, saisissant la balle au bond, M. André Gide réplique : « Vous avez raison. Il faut causer. » Et c'est tout. Car on n'a encore rien dit. J'imagine que le colloque pourrait bien se confier MM. Gide et Curtius ? Tout les sépare. Pour comble de malchance au moment même où M. Gide s'enfonce dans l'anarchie intellectuelle, M. Curtius vient de se convertir au catholicisme.

S'il doit, c'est peut-être y avoir des conversations

franco-allemandes, c'est entre catholiques patriotes des deux pays (de préférence rhénans, au moins du côté germanique) qu'elles doivent se produire. Eux seuls ont chance de converser avec quelque fruit, d'un côté parce qu'ils ont un terrain commun d'entente possible, qui est la formation religieuse et le bon sens, d'un autre côté parce qu'ils représentent quelque chose de valable. M. Gide n'incarne pas même une école littéraire, pas même la revue où il écrit. Son œuvre est le scandale intellectuel et moral le plus impuni du siècle. M. Tirard n'a probablement rien lu de lui. Peut-être le confond-il avec l'économiste. Tout est possible.

J'avoue du reste, comme je l'ai avoué ailleurs, qu'il n'est pas facile, même entre catholiques, d'entamer la conversation. Il faut bien, en effet, se dire une chose : les événements sont plus forts que nous, dans ce sens qu'un engrenage fonctionne qui va produire des conséquences certaines.

Quelles sont ces conséquences ? Les voici. Tôt ou tard le moment arrivera où la question du moratorium allemand se posera, je veux dire sera posée. Car en fait l'Allemagne, qui, contrairement aux clauses les plus sacrées du traité de Versailles, paie deux ou trois fois moins d'impôts que nous (honte à nos ministres, y compris M. Doumer, qui ferait mieux d'exercer ses talents contre les Allemands que contre les Français), possède une réserve et une quotité impossible dont la marge permet de sérieuses réparations à notre profit.

Lorsque donc la question du moratorium sera posée, la question des garanties se posera du même coup, plus violente que jamais. Où les trouver ces garanties indispensables, sinon sur le Rhin ? Si l'on nous demande des délais, nous prendrons des hypothèques : douanes, mines, chemins de fer, octrois, que sais-je ? En d'autres termes nous nous installerons, — de par la force même des choses — pour plus de temps et plus profondément qu'il n'était prévu, tout d'abord, dans le sol rhénan.

Toute conversation profitable avec l'Allemagne doit porter sur ce point de vue. Étant prédestinés, Français et Rhénans, à mêler nos affaires, nos esprits, nos goûts du plus près et plus intimement qu'on aurait pu s'y attendre, n'est-il pas indispensable que nous nous préparions à cet événement ? Ne convient-il pas que nous examinions ensemble de quelle manière la chose peut se réaliser avec le moins de frictions, le plus de commodités possibles, et pour l'un, et pour l'autre ?

En tant qu'individus, en tant même que collectivités, nous subissons, des deux côtés de la barrière, des poussées qui viennent du fond de nos deux histoires. Tâchons, Rhénans et Français, d'en composer une œuvre commune, à notre avantage réciproque, en y mettant toute notre intelligence et — pourquoi pas ? — tout notre cœur. Rhénans et Français c'est de vous que la paix dépend. Elle ne se fera ni à Berlin, ni à Londres, mais à Mayence, à Francfort, à Cologne.

René JOHANNET.